

La signature du traité anglo-russe est un succès pour les Soviets

Christian Rakovsky

Source: «L'Humanité», n°7530, dimanche 10 août 1924, p. 1. Notes MIA.

Londres, 8 août. Coup de théâtre ! La Conférence anglo-russe¹, dont on annonçait hier la rupture a abouti. Le traité anglo-russe va être signé. À la Délégation soviétique, où nous courons aux renseignements, nous avons la bonne fortune de rencontrer notre camarade Rakovsky, alerte et souriant malgré la fatigue des derniers jours où, durant des séances interminables, dont l'une a duré plus de 18 heures consécutives, il eut à combattre pied à pied contre les diplomates aussi roués qu'obstinés du Foreign Office pour la défense des intérêts des paysans et ouvriers russes.

— Alors, lui demandons-nous, c'est une victoire, une grande victoire pour les Soviets ?

— Dites seulement succès, nous déclare modestement le chef de la Délégation soviétique. À coup sûr un grand pas en avant vient d'être fait. Nous avons eu bien des difficultés à surmonter pour aboutir. Mais enfin, c'est fait ! Le traité est rédigé entièrement. Les deux parties sont d'accord. Les questions restées en suspens seront réglées par la diplomatie normale.

La signature du traité anglo-russe démontre la bonne foi des Soviets

— Quelle déconvenue dans le camp contre-révolutionnaire, dont la presse exultait déjà à l'annonce de la rupture !

— Oui, depuis des mois, depuis le début de la Conférence, les journaux réactionnaires, ultra-conservateurs anglais aussi bien que les feuilles de l'émigration russe, n'ont cessé d'annoncer l'échec de la Conférence. Ils ont, ces derniers temps redoublé d'efforts contre nous. Il était, disaient-ils, impossible de compter sur la bonne foi du gouvernement des Soviets. Ils affirmaient que l'on perdait son temps à discuter avec le représentant du gouvernement des Soviets qui n'avait, d'après eux, nullement l'intention d'aboutir. L'issue de la Conférence leur inflige un démenti absolu. Notre bonne foi, comme notre bonne volonté d'aboutir à un accord satisfaisant pour les deux parties, est démontrée.

À qui fera-t-on croire, conclut en souriant Rakovsky, que c'est par bluff, pour amuser la galerie que nous sommes ici depuis 4 mois, que nous nous sommes imposé la fatigue de voyages aller et retour de Londres à Moscou en une semaine et des séances de vingt heures ?

Reconnaissance « de jure » d'abord

1 La Conférence de Londres s'est tenue du 4 avril au 4 août 1924. Après l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement travailliste britannique (janvier 1924) et la reconnaissance de jure de l'URSS par la Grande-Bretagne (février 1924), il s'agissait de parvenir à un traité anglo-soviétique sur la question des dettes tsaristes et d'un prêt en faveur de l'URSS. Un traité fut finalement signé le 8 août mais ne fut jamais ratifié à cause du scandale de la « Lettre de Zinoviev », un faux document qui précipita la chute du cabinet travailliste de MacDonald en octobre 1924.

— Si la Conférence avait échoué, la reconnaissance *de jure* des Soviets par le gouvernement anglais n'en aurait pas moins subsisté ?

— Certes, mais ce qu'il faut remarquer, c'est que c'est justement parce que la reconnaissance *de jure* avait précédé les négociations qu'il a été possible d'aboutir. Sans la reprise des relations diplomatiques normales entre l'Angleterre et la Russie, vous pensez bien qu'il eût été politiquement impossible de poursuivre pendant quatre mois les pourparlers sur des questions aussi délicates. Si la reconnaissance *de jure* n'avait été un fait acquis, il est très possible que la Conférence fût restée en panne au cours de l'une quelconque des crises qu'elle eut à traverser.

Pourparlers longs et difficiles

— Et lorsqu'il s'agira de discuter avec la France, si toutefois [M. Herriot](#) se décide à tenir ses promesses électorales...

— Oh avec la France, déclare Rakovsky, les difficultés sont encore bien plus considérables. Le montant des emprunts russes de guerre et d'avant-guerre en France est de beaucoup supérieur à celui des emprunts en Angleterre. Il faut que l'opinion française comprenne qu'il est impossible de régler en vingt-quatre heures ou en quelques jours, des questions pendantes depuis sept ans.

Nous avons mis quatre mois pour parvenir à un accord sur les principes avec l'Angleterre. Avec la France il faudra également des pourparlers nécessairement longs et difficiles, Sans rapports diplomatiques normaux, comment serait-il possible de les poursuivre ?

Il faut, insiste Rakovsky, qu'on se rende compte en France que la méthode anglaise – reconnaissance d'abord, règlement des questions pendantes : accords commerciaux, dettes, etc., ensuite – est la bonne. C'est la seule qui convienne, la seule possible, qui permette d'aboutir à un accord. Le résultat de la Conférence anglo-russe en est la preuve.

— Croyez-vous que le gouvernement Herriot va se décider à entrer dans cette voie ?

— Je crois que M. Herriot va suivre la même voie que [Mac Donald](#). Que la France reconnaisse d'abord les Soviets et nous sommes prêts à aller discuter à Paris, comme nous sommes venus à Londres. Le retard apporté à la reprise des relations ne peut être que préjudiciable à la France. La Russie ne craint pas l'isolement. Elle l'a montré, La France est la dernière puissance européenne qui n'ait pas encore compris que son intérêt était dans la reprise la plus rapide des relations avec les Soviets.

Aujourd'hui, sur l'échiquier de la politique internationale, la Russie des Soviets est une force qui compte. Vouloir prendre part à la partie en négligeant cette pièce du jeu d'échecs n'est rien moins qu'une absurdité.

Le traité anglo-russe est conforme aux lois soviétiques

— L'arrangement avec l'Angleterre n'est-il pas en contradiction avec la législation de la Russie des Soviets ?

— Nous n'avons accepté aucune clause contraire à nos principes, aux lois soviétiques. Nous ne nous sommes liés par aucune obligation, formelle, mais par des obligations purement contractuelles. Dans le but de réaliser l'entente entre les deux pays, nous avons consenti, à titre extraordinaire, des exceptions en ce qui concerne certaines réclamations anglaises. En échange, nous avons la garantie du gouvernement anglais pour l'emprunt que nous pourrions émettre en Angleterre.

Mais nous n'avons voulu rien consentir qui puisse constituer un précédent pour l'avenir ou aliéner une part quelconque du domaine des paysans et des ouvriers russes, ou leur imposer de nouvelles charges, incompatibles avec notre situation financière. Nous avons pu mettre debout une combinaison financière basée sur la différence des taux de l'argent sur les deux marchés financiers russe et anglais qui nous permet de faire face aux obligations exceptionnelles que nous avons acceptées en même temps que l'emprunt qui nous est consenti et qui nous permettra de hâter la reconstruction de la Russie.

Oui, conclut Rakovsky – à qui son secrétaire vient annoncer que le Foreign Office a déclaré que le traité est prêt pour être signé dans l'après-midi même – le gouvernement des Soviets peut à juste titre se féliciter du résultat obtenu à Londres

V. GAYMAN